

Crise économique

# La junte annonce la signature prochaine d'un plan d'ajustement structurel

Par Jean Michel Sylvain

**L**e responsable de l'économie de la junte, Régis Immongault Tatangani, n'a pas dit autre chose dans son interview fleuve au quotidien gouvernemental « l'Union ». Au détour d'une phrase, le putschiste a avoué que le Gabon n'excluait plus de recourir à cet ajustement extérieur pour mettre de l'ordre dans son économie de manière brutale. « ... l'idée d'un Programme d'ajustement structurel, pour l'instant ce n'est pas envisageable pour le gouvernement... ». A une époque pas lointaine, le putschiste aurait sans aucun doute évité le terme « pour l'instant », qui signifie très clairement que la junte s'achemine vers cette solution extrême. Ce ne serait que pure logique au regard de la dégradation des fondamentaux de l'économie gabonaise.

En 2014 déjà, le déficit budgétaire représentait 6% du produit intérieur brut (PIB). Très au-dessus des critères de convergences dictés en la matière par la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (Cemac). Ils recommandent pour chaque Etat de cet espace économique de contenir ce solde à

moins de 3% du PIB. Notamment en faisant en sorte que « le solde de base », c'est-à-dire la différence entre les recettes propres hors dons et les dépenses courantes, y compris les dépenses en capital sur ressources propres, soit nul ou supérieure à zéro. Pour l'année en cours, les estimations les plus optimistes situent ce déficit budgétaire à 10% du PIB au moins. Soit 7 points de plus que la norme Cemac.

Le niveau des réserves de change du Gabon a baissé de manière drastique auprès de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (Beac). Au point que le Gabon ne participe plus pour grand-chose au financement de la couverture extérieure du FCFA par le trésor français. Ce qui amène plusieurs économistes à poser très ouvertement la question d'une nouvelle dévaluation de cette monnaie. La situation du « compte des opérations » de la zone auprès du trésor français n'étant plus loin de celle qui a conduit Edouard Balladur à prendre l'initiative d'une dévaluation, concrétisée à Dakar en 1994. A cause de certains de ses pays membres, gérés comme la junte gabonaise le fait actuellement, La zone CFA fait supporter au trésor français, en grande partie, les coûts liés à cette

convertibilité externe.

La dette publique a pulvérisé le plafond que le Gabon a lui-même fixé par sa loi. A savoir en dessous du seuil de 30% du PIB. Le chef du gouvernement de la junte a reconnu devant les députés, le 10 novembre dernier, que ce seuil était dépassé. Il promettait de ramener la dette publique en deçà au terme de sa mission. Les experts du Fonds monétaire international (FMI), lors d'une conférence tenue à l'université Omar Bongo en juin 2016 conjointement avec le professeur Gabriel Zomo Yebe, avaient chiffré le taux d'endettement du Gabon à 48% du PIB. Ils avaient indiqué, en off, que le Gabon devrait rembourser à ses créanciers à compter de 2017, l'équivalent de 1000 milliards de FCFA au titre de sa dette publique. Ce chiffre représente deux fois et demi la valeur des recettes pétrolières attendues pour cette année et estimées par le chef du gouvernement de la junte à 400 milliards de FCFA.

Autant dire qu'avec des recettes en diminution du fait de la crise pétrolière qui impacte sévèrement l'activité dans le secteur hors pétrole, et la non-diversification de l'économie du Gabon malgré la propagande de la junte, le Gabon se retrouve exactement

dans la situation du Mexique ou de l'Argentine au début des années 80. Ou encore de la Grèce en 2010. Ces deux pays, qui avaient décidé de suspendre le paiement de leurs dettes extérieures au regard de la diminution de leurs ressources budgétaires, ont du « leur salut » par la suite qu'à l'intervention musclée du FMI.

Régis Immongault Tatangani est conscient qu'il gère un pouvoir illégitime. Pour cela il ne peut pas avoir l'adhésion populaire nécessaire pour convaincre les Gabonais qu'il faut bien passer par cet ajustement structurel pour se remettre sur de bons rails. Il choisit donc d'avancer le visage encaoulé, à l'image des sicaires que BOA a fait venir au Gabon pour massacrer la population au nom de son obsession pour le pouvoir. Il aura d'ailleurs le plus grand mal à convaincre le peuple gabonais à consentir un tel effort. Au plus fort de l'embellie pétrolière, la junte a détourné à son profit personnel une grande partie des ressources financières générées. L'ancien député du Parti démocratique gabonais (PDG) Edgard Owono Ndong vient de le confirmer dans une adresse à ses anciens collègues le



mois dernier. « Il y a eu de 2009 à 2016 un plus de 18 000 milliards de budget, près de 5 800 milliards d'emprunts, plus de 560 milliards au fond stratégique d'investissement (ancien fond des générations futures) sans compter la caution bancaire du Gabon à la BEAC ( de plus de 3 500 milliards en 2009 pour moins de 700 milliards en 2016 ). Je ne parle plus de l'exploitation de l'or (de Minkebe, de Bakoumba) qui ne figure nulle part dans les recettes de l'Etat. Vous, parlementaires PDG, vous qui avez voté ces budgets (budget et loi de règlement) pour le bien-être des Gabonais, que dites-vous du dernier septennat, qu'avons-nous fait avec tout ça? », écrivait-il pour la circonstance. Il est clair que l'évocation par la junte d'un quelconque plan d'ajustement structurel dans un tel contexte ne passera pas. Surtout qu'elle ne semble pas elle-même très préoccupée par la nécessité de faire des économies. En

maintenant l'organisation de la Coupe d'Afrique des nations de football et en y consacrant 466 milliards de FCFA venant de la société Total, le sponsor officiel des dictateurs en Afrique.

En réalité la junte veut faire jouer le fait accompli. Tout comme elle espère faire avaliser son putsch électoral par le peuple gabonais. Elle va présenter cette solution, sans doute conseillée par le FMI, qui est en mission au Gabon depuis mercredi, comme étant un diktat de cette institution. Avec le secret espoir que présentée comme telle, la pilule pourra mieux passer. Au lieu de s'employer à le faire de lui-même dès à présent, en gérant au mieux les recettes budgétaires. Ce qui commence par l'annulation de la superflue organisation de la Can 2017, afin que le plan d'ajustement par lequel finira par passer l'économie du Gabon, ait des effets moins sévères sur la population.